

PROJET SMITH & GOUVERNANCE GROUPE BPCE

Quand la forme rend le fond contestable !

La mise en œuvre concomitante de la remontée de capital des maisons mères vers BPCE SA et du projet « SMITH », cession des activités des Services Financiers Spécialisés (SFS) par NATIXIS à BPCE SA, s'avère tout à fait emblématique de la relation désormais installée entre notre organe central et la gouvernance des CE et des BP.

Au travers d'une lettre ouverte, le SU-UNSA a souhaité attirer l'attention de nos dirigeants (Présidents de COS et de Directoire) sur le fond et sur la forme de cette opération, puis engager une réflexion sur la méthode de gouvernance du Groupe BPCE qui, en pratique, n'a plus de mutualiste que le nom. Explications !

FLASHÉZ



UN CHANGEMENT RADICAL DE PHILOSOPHIE

Le transfert des SFS de NATIXIS vers BPCE SA constitue un changement radical de philosophie dans l'organisation du Groupe. Notre organe central gèrera désormais près de 2 300 collaborateurs en direct (autour de 1500 jusqu' alors), et 2 000 autres dans quatre filiales. Il deviendra ainsi largement opérationnel.

UN PRIX DE CESSIION DISCUTABLE, MAIS...

Le prix fixé pour cette opération demeure discutable, surtout pour les CE qui, historiquement et pour l'essentiel, ont constitué et développé les fonds de commerce des filiales que nous rachetons. Pour autant, 72% du montant remonte à BPCE SA puisque ne sort du groupe que le montant versé aux actionnaires minoritaires de NATIXIS (≈ 800 M€).

UNE HABILE CIRCULATION DES FONDS PROPRES

Nous assimilons donc la remontée de capital (1 200 M€), et la réalisation dans la foulée du projet SMITH, à une habile méthode pour faire circuler les fonds propres dans le Groupe. Nous avons d'une part des BP et surtout des CE qui disposent de ratios de solvabilité (Fonds Propres/Risques pondérés) très au-dessus des minima exigés, d'autre part un petit groupe (BPCE SA et ses filiales) en situation critique en la matière et donc une circulation qui matérialise la solidarité entre les entités du Groupe BPCE et qui, accessoirement, donne des marges de manœuvre à NATIXIS.

UN DIVIDENDE AMÉLIORÉ EN CONTREPARTIE

La contrepartie pour les CE et BP se retrouve dans un dividende amélioré significativement (≈130 M€ en plus par an répartis sur l'ensemble des CE et BP). Autrement dit, du capital libéré pour le petit groupe qui en a besoin, contre plus de dividende pour les maisons mères qui ont pour leur part besoin de préserver leur niveau de PNB et de Résultat. Au total, le renforcement du ratio de BPCE SA obtenu par cette opération est censé inscrire dans la durée le versement d'un dividende amélioré.

UN PROJET SEMBLANT POSITIF PLOMBÉ PAR LA FORME

Alors que le projet semble in fine positif pour le Groupe, nos dirigeants ont tergiversé, voire bloqué la transmission d'informations aux représentants du personnel, aux experts désignés par les CE et CSE, mais aussi aux dirigeants régionaux qui ont semblé le plus souvent être dans le flou ! Ils n'ont pas donné la nécessaire vision globale de la solvabilité du Groupe. Il suffisait d'expliquer d'emblée, documents à l'appui, le lien entre l'augmentation de capital destinée au CORE TIER ONE, l'émission de Titres Super Subordonnés (TSS) destinée au TIER ONE et l'opération SMITH. Ils n'ont pas été transparents sur les coûts de portage et sur les modalités de fixation du prix des SFS, si ce n'est en se référant au juste prix payé aux actionnaires minoritaires.

REVENIR À UNE GOUVERNANCE PLUS ÉQUILBRÉE

Sans remonter trop loin dans le temps, s'agissant de l'extinction du CFF ou de la malheureuse acquisition de la néo-banque et soi-disant « pépite » FIDOR, les maisons mères sont systématiquement mises devant le fait accompli. Il nous paraît essentiel de revenir à une gouvernance plus équilibrée et d'associer plus largement les banques régionales aux décisions qui impactent leurs bilans, leurs comptes de résultat, leurs organisations, leurs politiques commerciales et de ressources humaines !

LES COS DOIVENT, SELON NOUS, ÊTRE PLUS ET MIEUX IMPLIQUÉS DANS LE DISPOSITIF DE DÉCISION ET GLOBALEMENT DANS LA GOUVERNANCE DE NOTRE GROUPE BANCAIRE QUI CONTINUE À SE REVENDIQUER COMME MUTUALISTE.

Le Secrétariat national du Syndicat Unifié-Unsa
Philippe BERGAMO – Jean-David CAMUS – Philippe CAZEAU
Patricia COTTARD – Philippe DONVITO – François-Xavier JOLICARD



